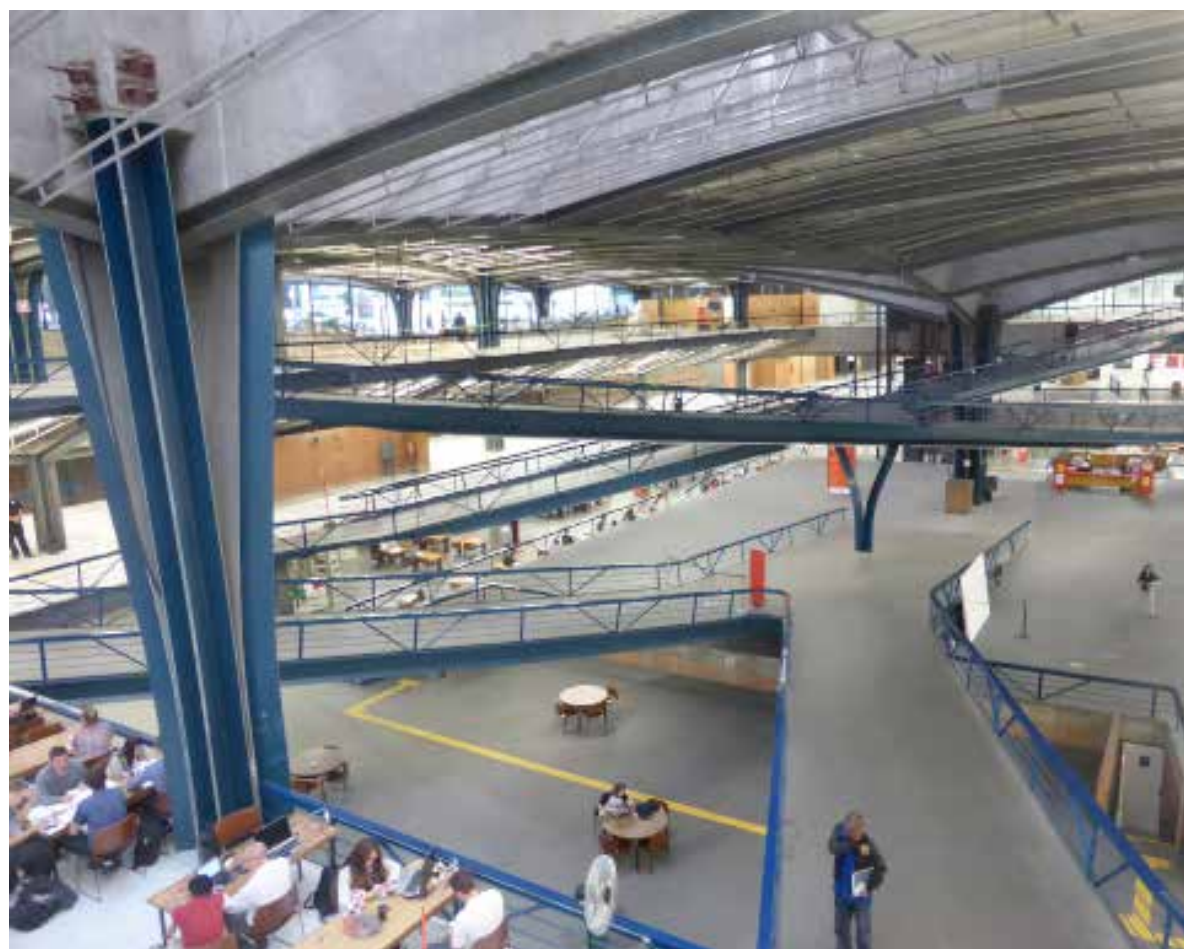


## La politique de l'architecture après la Covid-19

par Alain Guiheux

*L'architecture s'empare depuis la révolution industrielle de nouveaux récits par lesquels elle imagine, et réussit parfois, à se rendre présente et éventuellement utile ou inutile*



**Nombreux sont ceux qui naturellement ont imaginé que l'architecture devait proposer ses solutions « spatiales » à la Covid. Les réponses n'ont pas été liées à la Covid mais ont été dictées par la place prise par le développement durable et animées par un urbanisme de l'émotion qui marque l'époque présente. Si l'architecte peut avoir aujourd'hui encore une fonction politique, c'est en mettant en crise le discours des politiques, au travers de propositions programmatiques qui prennent en charge les conditions réelles. C'est le sens du *grand espace commun*.**

Chaque situation critique – notamment celle que nous venons de connaître – est investie par les médias, la pensée contemporaine, politiques et écrivains, sociologues et urbanistes. Le futur se dé-

clenche chez tous, y compris chez les architectes qui à chaque événement s'inventent un nouvel enjeu comme légitimité retrouvée. À chaque événement, l'architecture s'invente une nouvelle mission – la santé au XIX<sup>e</sup> siècle, l'importance prise par l'hygiénisme dans la première architecture moderne, ou le logement du grand nombre au XX<sup>e</sup> siècle – comme légitimité retrouvée. À la fin des années 1960, loger le plus grand nombre sera à nouveau un mot d'ordre, résurgence des croyances du début du siècle, une illusion de la puissance passée. L'informatique ou le chaos urbain pour les années 1980 prendront la suite; plus récemment, le tsunami japonais engendrera de nombreux projets d'architectes, puis le réchauffement planétaire et, enfin, la Covid-19. L'architecture s'empare ainsi depuis la révolution

industrielle de nouveaux récits par lesquels elle imagine, et réussit parfois, à se rendre présente et éventuellement utile ou inutile. On peut se demander s'il y a lieu pour les architectes de s'immiscer, en tant qu'architectes, plutôt que comme citoyens, dans des débats de nature politique ou sociétaux dans lesquels l'architecture n'a pas de spécificité et où elle sera nécessairement déplacée. L'injonction à s'emparer de la Covid semble actuellement sans réponse crédible, la question de la densité urbaine ne résistant pas à l'analyse (la pauvreté est le déterminant premier de la contamination), et les balcons ou espaces extérieurs ne constituant pas une nouveauté, si ce n'est pour les promoteurs. Cette prise en charge des grands événements planétaires est l'occasion pour l'architecte de retrouver une mission de sauveur pour le bien de l'humanité, qu'il s'agisse de reconstituer sa propre image ou de la valoriser auprès de ses éventuels commanditaires. C'est en quelque sorte un habitus professionnel. Chaque événement fournit à l'architecte l'occasion d'un récit qui va constituer la dynamique imaginaire de son projet architectural.

Imaginons que l'humanisme traditionnel de l'architecte ne soit pas qu'une habitude de projection qu'il prend pour une éthique, mais qu'il retrouve véritablement un enjeu sociétal et critique. Si l'action sociale et politique de l'architecte peut avoir dans ce cadre un sens autre que celui de récit initiateur de projet, c'est de mettre en demeure le politique de le réaliser. Je nomme *grand espace commun* des projets critiques qui mettent en crise le discours rassuré des politiques sur des thèmes tels le partage, la bienveillance ou le *care* ravivé par la situation épidémique.

### GÉNÉROSITÉ DES ESPACES

L'espace public républicain ordonné a été remplacé par un état incertain ou distrait pour un citoyen-habitant-consommateur-électeur-touriste dont les demandes et usages tant privés que publics favorisent l'extension d'espaces de la lenteur, de la déambulation, qui viennent contredire le plan urbain antérieur sans le remplacer, comme on a pu le voir pour le réaménagement des places parisiennes. Au bout du compte, il demeure un verdissement

sans message de l'espace public, une disparition incomplète et impensée, non perçue ni assumée, une homogénéité vide qui confine à l'abandon de tout message ou dispositif urbain.

Le *grand espace commun* est un programme pour les écoliers sans bureau ni chambre, pour les chômeurs qui reprennent leurs études, pour la population qui se rend au travail ou pour toute activité de chalandise ou de distraction. Le *grand espace commun* n'est plus un gymnase d'urgence ou un hôtel pour sans-abri, il prend la dimension d'une grande halle – un grand espace d'exposition de la réalité – où tous se côtoient dans une nouvelle construction publique qui réalise le partage rêvé.

Le *grand espace commun* est un programme digne qui fait face à l'hôtel de ville ou au centre culturel (qu'il remplace), il est situé sur un pôle d'échange, ce désormais centre-ville. Il peut être investi par les plus jeunes entreprises, il devient à la fois une écloserie, un site de production artisanal et, pour de nouvelles industries, un centre de formation de nouvelle chance, un *learning center* pour tous les lycéens et étudiants, un marché et ses *food trucks*, un *open space* pour toutes les activités à venir et pour l'expression libre de chacun, dans une mixité effectivement et pleinement mise en œuvre. Les occupations sont multiples, ouvertes, libres, avec des fonctions d'échange, de travail, d'expression.

La grande dimension des surfaces libérées réintroduit une valeur disparue de l'architecture du XXI<sup>e</sup> siècle : la générosité des espaces. Le *grand espace commun* est vaste, il donne la générosité. L'espace public républicain, devenu muet dans la métropole, s'actualise sous cette forme de *grand espace commun*. De Fourier à Constant, l'espace unitaire travaille les représentations et les comportements, il est l'efficacité de l'architecture dans sa capacité à nous transformer.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, les expositions universelles et le grand magasin ont inventé l'espace de la marchandise. Quel acteur politique portera la réalisation architecturale et programmatique, proprement politique du *grand espace commun* de cœur de ville ou de gare? Qui construira ce challenge de l'intégration et de l'éducation, autrement dit de la communauté? ■

*Si l'action sociale et politique de l'architecte peut avoir dans ce cadre un sens autre que celui de récit initiateur de projet, c'est de mettre en demeure le politique de le réaliser*

Alain Guiheux est architecte, il a publié en 2017 *Le Grand Espace commun* (MétisPresses, Genève).



Ci-dessus : CCSP, Centre culturel de São Paulo.